GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SECURITE

Note d'Analyse

Dépenses et transferts militaires en Asie du Sud-Est

Une modernisation qui pose question

Par **Bruno Hellendorff**

12 juin 2013

Résumé

Depuis 2000, les dépenses militaires, ainsi que les importations de matériels de haute technologie tels que des sous-marins ou des avions de combat, ont explosé en Asie du Sud-Est. La région est-elle dès lors le théâtre d'une course aux armements, alimentée par la montée en puissance chinoise et le « pivot » américain? A la lumière des transformations intra-régionales et des contextes nationaux, ces évolutions militaires et stratégiques s'avèrent à la fois complexes et très différentes les unes des autres, dans leurs portées et leurs moteurs. Plus que la géopolitique, c'est peut-être l'histoire qui éclaire le mieux les logiques à l'œuvre dans cette dynamique, représentative de la manière par laquelle les dirigeants d'Asie du Sud-Est appréhendent et défendent leurs intérêts, autant sur la scène interne que dans l'arène des relations internationales.

Mots clés : Asie, Asie du Sud-Est, sécurité, dépenses militaires, géopolitique, transferts armements, Chine.

Abstract

Military spending and transfers in Southeast Asia: a puzzling modernization

Since 2000, military spending has skyrocketed in Southeast Asia. Arms transfers too, with regional countries acquiring state-of-the-art submarines and fighter aircrafts. Is the region therefore home to an arms race, fuelled by China's rise and by the US rebalancing? Considering intra-regional transformations and national contexts, these strategic and military evolutions appear as not only complex, but also very different one from another, in their scope and drivers. More than geopolitics, it may be History that sheds most light on the rationales behind the current military dynamics in Southeast Asia, which convincingly express how regional elites perceive and defend their interests in the domestic field as well as in the international arena.

Keywords: Asia, Southeast Asia, security, military spending, geopolitics, arms transfers, China.

Citation :

HELLENDORFF Bruno, *Dépenses et transferts militaires en Asie du Sud-Est : une modernisation qui pose question*, Note d'Analyse du GRIP, 12 juin 2013, Bruxelles.

URL : http://www.grip.org/fr/node/907

Introduction

L'Asie du Sud-Est[1] est un vaste territoire de près de 4,5 millions de km², regroupant onze pays et plus de 600 millions d'habitants. C'est aussi une région carrefour, un espace entre deux océans (Pacifique et Indien), deux continents (Asie et Océanie) ainsi qu'entre les mondes indien et chinois. Historiquement, ces derniers sont des pôles d'influence dont les évolutions propres et les relations avec les empires et populations d'Asie du Sud-Est ont été déterminantes dans l'évolution religieuse, politique et socio-économique de la sous-région.

Source : wikipedia.org

Aujourd'hui comme hier, la géographie fait de l'Asie du Sud-Est un enjeu géopolitique majeur pour les grandes puissances. Ses détroits tiennent, depuis l'Antiquité, une place primordiale dans le commerce régional, sinon mondial. Ceux de Malacca, de la Sonde et de Lombok voient maintenant transiter 58 % du commerce mondial (36%, 7% et 15% respectivement), ainsi que la majeure partie des approvisionnements en hydrocarbures de la Corée du Sud, de la Chine et du Japon. Au-delà, la région représente, en 2012, un produit intérieur brut (PIB) cumulé estimé à 2 300 milliards de dollars, un montant qui pourrait atteindre 10 000 milliards de dollars en 2030[2] et qui se traduit ces dernières années par des budgets militaires en hausse et d'ambitieux programmes d'armements[3].

1. L'« Asie du Sud-Est », telle que délimitée et comprise aujourd'hui, est une construction géographique récente, regroupant ce qui fut l'Indochine et l'Insulinde. Cette région connut par ailleurs de nombreuses autres appellations – consacrant toutes une vision extérieure de la zone – comme « Inde extérieure », « Inde ultra-gangétique », « Indes néerlandaises » (pour ce qui devint l'Indonésie), « Nanyang » (« océan du sud » pour les chinois), etc. L'étymologie du terme est donc illustrative du poids des perceptions extérieures, européennes notamment, dans la définition géographique, mais aussi culturelle et historique, d'une région « au sud de la Chine, à l'est de l'Inde ». Voir: Donald K. Emmerson, « 'Southeast Asia': What's in a name? », *Journal of Southeast Asian Studies*, 15 (1), 1984, p. 1-21.
2. Ces estimations portent sur les dix économies des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE, plus connue sous son acronyme anglais ASEAN): Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam. Se rajoute donc à ces chiffres l'économie du Timor-Leste. Source : *IHS Global Insight*, cité dans « ASEAN's rise as the next economic superpower », *ASEAN Trade Union Council*, 10 août 2012 : http://aseantuc.org/2012/08/aseans-rise-as-the-next-economic-superpower/
3. « Military spending in South-East Asia: Shopping Spree », *The Economist*, 24 mars 2012: www.economist.com/node/21551056

Dans quelle mesure l'évolution du paysage militaire et stratégique d'Asie du Sud-Est risque-t-il de déstabiliser la région ? A quelles logiques répondent les programmes d'armements nationaux ? Ces derniers sont-ils, comme il a souvent été indiqué[4], constitutifs d'une course aux armements?

Cette Note s'attache à détailler et à contextualiser les tendances actuelles en matière de dépenses militaires et d'acquisitions d'armements en Asie du Sud-Est, dans le but de fournir une analyse plus fine des dynamiques à l'œuvre, à différents niveaux, et en quatre étapes. Les dépenses militaires et acquisitions d'armements, en Asie du Sud-Est comme dans d'autres parties du globe, font partie d'évolutions plus globales, relatives à la trajectoire politique des États régionaux ainsi qu'aux transformations des équilibres de puissances mondiaux. Leurs moteurs, caractéristiques et possibles répercussions sont complexes et ne peuvent être tous agglomérés au sein de la notion – par ailleurs contestable car souvent perçue comme déterministe et euro-centrée – de course aux armements. La première partie de cette Note d'Analyse décrira le cadre géopolitique régional, et sa structuration par la dialectique des stratégies chinoise et américaine. La seconde mettra les dépenses militaires des pays d'Asie du Sud-Est en perspective, considérant à la fois leurs différences et leurs évolutions. La troisième se penchera sur les dépenses des « cinq grands » États de la région (Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande et Vietnam) afin d'en dégager les points saillants et les tendances partagées. La quatrième, enfin, considèrera ces dépenses à l'aune des relations internationales dans la région, et se basera sur un détail des principaux contrats d'importation pour dégager les lignes de force et logiques étatiques sous-jacentes aux programmes de modernisation militaire contemporains.

Notice méthodologique

Les dépenses militaires représentent un enjeu de souveraineté délicat à traiter pour de nombreux États dans le monde. Elles englobent également une série de réalités différentes, selon les contextes et les époques considérés. La fiabilité et la précision des données constituent donc des enjeux méthodologiques majeurs, surtout si ces dernières doivent être comparées les unes aux autres. Les données qu'utilise cette Note d'Analyse sont tirées de la base de données sur les dépenses militaires du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), disponible en ligne: www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database. La méthodologie de collecte et de restitution des données du SIPRI est également accessible sur le site du SIPRI[5].

Par souci de cohérence, la présente Note fait aussi usage de la définition du terme « dépenses militaires » fournie par le SIPRI. Sont considérées comme dépenses militaires les dépenses dans : (1) les forces armées (dont les forces de maintien de la paix) ; (2) les ministères de la défense et autres agences gouvernementales engagées dans des projets de défense ; (3) les forces paramilitaires (lorsqu'elles sont considérées comme entraînées, équipées et disponibles pour des opérations militaires) ; (4) les activités spatiales militaires. Ne sont pas inclus les dépenses en matière de défense civile et celles portant sur des opérations militaires passées[6]. Le terme « budget militaire » fait référence aux données officielles, fournies par les États.

Lorsque certaines données, mentionnées dans le texte ou utilisées dans les supports visuels, sont soumises à caution (comme dans le cas de la Chine), ou indisponibles (comme dans le cas du Myanmar), elles sont référencées comme telles. Certains choix géographiques ont également été opérés : l'Asie centrale a ainsi été exclue de l'analyse, par manque de données, mais l'Océanie, voisine de l'Asie du Sud-Est, a quant à elle été intégrée dans l'ensemble « asiatique » considéré dans la Note.

4. Par exemple : Richard Etienne, « Inquiétante course aux armements en Asie », *Le Temps*, 18 octobre 2010.
5. Voir : « Sources and methods », *SIPRI*, disponible en ligne : www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database/copy_of_sources_methods
6. « SIPRI Definition of military expenditure », *SIPRI*, disponible en ligne : http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database/definitions

1. La montée en puissance chinoise et le « rééquilibrage » américain

L'Asie du Sud-Est est probablement la région qui paradoxalement subit et profite à la fois le plus des conséquences de la montée en puissance de la Chine. Historiquement, cet espace a entretenu des relations soutenues quoique complexes avec son grand voisin du nord, rythmées par l'alternance des périodes d'unité et de puissance avec celles de guerre civile, de faiblesse, et de changements dynastiques de l'empire chinois. Le commerce, et ses aléas, constituaient alors l'une des facettes les plus importantes des relations entre ces deux mondes. Pour la Chine, le « Nanyang », ou « océan du sud », était à la fois la source de produits comme les épices des Moluques (clou de girofle, noix de muscade,…), le poivre de Banten ou les *trepang* (concombres de mer) de Makassar ; un débouché pour sa soie et ses porcelaines ; ainsi qu'un important jalon et entrepôt dans le commerce « d'Inde en Inde », constituant autant une alternative qu'un complément à la route de la soie. Ces échanges s'inscrivaient, dans la vision du monde chinoise, dans une relation tributaire entretenue avec les États de la région. Ces derniers devant reconnaître symboliquement – via la remise d'un tribut et la cérémonie qui l'accompagnait – la prééminence de l'Empereur, en échange d'un droit de commerce, d'une protection, et d'une non-interférence chinoise dans leurs affaires internes[7]. Ce « système tributaire » traditionnel représentait autant la codification diplomatique des rapports qu'entretenait la Chine avec son voisinage, que leur interprétation symbolique et leur inscription dans l'orthodoxie cosmologique de la cité impériale: l'Empereur étant le centre du monde, et régnant sur "tous-sous-les-cieux" (*tianxia*), les partenaires extérieurs étaient immanquablement considérés comme vassaux, quoiqu'à des degrés divers[8]. Pour les rois et empereurs d'Asie du Sud-Est concernés, ce système n'entrait pas nécessairement en contradiction avec leurs propres visions du monde et systèmes de légitimation politique internes. D'autant plus qu'ils entretenaient des relations parfois similaires avec l'Empire moghol, la Perse, ou même l'Empire ottoman – en même temps qu'il leur permettait un commerce lucratif, et leur assurait un certain soutien chinois dans les multiples rivalités et guerres qui les opposaient à leurs voisins, sinon à leurs propres vassaux[9].

Le sud-est asiatique a aussi été l'une des régions les plus concernées par les phases d'expansion et les projets hégémoniques de l'Empire chinois. Le Vietnam (alors Nam Viêt) connut ainsi la tutelle de la Chine des Hans et des Tang, entre le 2ème siècle avant notre ère et la fin du 10ème siècle. Avant de devenir une province chinoise en 1253, le Yunnan était le territoire des royaumes indépendants de Nanzhao, puis de Dali. La dynastie mongole des Yuan attaqua également, à la fin du 13ème siècle, le royaume de Pagan (Myanmar), le Vietnam du Nord, Champa (Vietnam du Sud) ainsi que Singhasari, à Java (Indonésie). Ces dernières invasions se soldèrent par des échecs relatifs[10].

7. Très peu de sources donnent des indications sur la vision qu'avaient les royaumes d'Asie du Sud-Est de leurs relations politiques et économiques avec la Chine. L'historiographie sur laquelle se basent les recherches contemporaines sur le « système tributaire chinois » est essentiellement chinoise, et donc elle-même biaisée. Ce qui fut interprété comme une « mission tributaire » qui renforce le statut de l'Empereur, par la Chine impériale, pouvait très bien répondre à d'autres logiques, commerciales par exemple, pour leurs commanditaires.
8. Parmi l'abondante littérature traitant du système tributaire traditionnel chinois, voir notamment: John Fairbank, *The Chinese World Order: Traditional China's Foreign Relations*. Harvard: Harvard University Press, 1969; Mark Mancall, *China at the center: 300 years of foreign policy*. New York: Free Press, 1984; Anthony Reid & Zheng Yangwen (dir.), *Negotiating Asymmetry: China's Place in Asia*. Honolulu: University of Hawaii Press, 2009.
9. Martin Stuart-Fox, *A short history of China and Southeast Asia: tribute, trade and influence*. Sydney: Allen & Unwin, 2003.
10. Ainsi, l'invasion de Java, quoique finalement repoussée, permit néanmoins de ramener en Chine un butin considérable, tiré du sac de Kediri. Voir : Denys Lombard, *Le Carrefour Javanais, Essai d'Histoire Globale. Tome II : Les réseaux asiatiques*. Paris : Editions de l'école des Hautes études en Sciences Sociales, 2ème édition, 2004, p. 39.

Au 15ème siècle, la Chine des Ming fut expulsée du Vietnam mais consolida sa présence dans la vie politique et diplomatique de la sous-région au travers des très impressionnantes, quoique pacifiques, expéditions maritimes de Zheng He. Pour faire face à la Chine, les royaumes sud-est asiatiques reposaient à la fois sur une défense résolue et sur une acceptation des normes morales inhérentes à la vision du monde chinois[11]. Ainsi lorsque le général vietnamien Le Loi eut raison des armées chinoises en 1428, il conclut la paix avec les Ming en proposant de reprendre un statut de vassal, nominalement du moins, et fonda la dynastie Le, qui fut reconnue dès 1431 par la Cité impériale chinoise. Pour Le Loi, indépendance de fait et paix étaient sécurisées par cette soumission symbolique : il n'en était pas moins empereur chez lui, et le Vietnam n'était dès lors plus une province chinoise[12].

La colonisation européenne, la fin de l'Empire, l'avènement de la République, puis de la République Populaire en Chine, ainsi que les deux guerres mondiales, et les différentes trajectoires politiques empruntées par les États d'Asie du Sud-Est[13], soumirent les relations entre la Chine et la région à de nouvelles tensions et contraintes. Les évolutions de la politique étrangère de Pékin au travers de la guerre froide ont ainsi progressivement éloigné la Chine de ses voisins d'Asie du Sud-Est, le pays menant même une courte guerre contre le Vietnam en 1979. Après les réformes de Deng Xiaoping, entamées à la fin des années 1970 et le règlement du conflit cambodgien, les États de la région ont néanmoins progressivement normalisé leurs relations avec la Chine. La politique de bon voisinage de cette dernière – la « diplomatie du pourtour » mise en place en 1997 – a ensuite largement contribué au développement des liens politiques et commerciaux avec la région dans son ensemble. La crise asiatique de 1997 accéléra ce processus de rapprochement, grâce à la politique accommodante de Pékin[14]. En 2009, la Chine devenait le premier partenaire commercial de l'Asie du Sud-Est, tandis que la guerre contre le terrorisme lancée par l'administration Bush et les opérations militaires en Afghanistan et en Irak renforçaient l'impression d'un désintérêt américain vis-à-vis de la région, voire d'un désengagement possible à plus long terme[15].

Depuis 2009, pourtant, de nouvelles inquiétudes ont émergé en Asie du Sud-Est quant aux ambitions et objectifs d'une Chine dont la politique étrangère semblait devenir plus dure et plus affirmée, sous l'impulsion d'un leadership politique soumis à des pressions nationalistes de plus en plus fortes[16]. Vu d'Asie du Sud-Est, ce durcissement s'est traduit par, entre autres, une intransigeance renouvelée vis-à-vis des revendications territoriales maritimes chinoises et une multiplication des accrochages avec plusieurs de ses voisins, le Vietnam et les Philippines étant les premiers concernés. En mer de Chine méridionale, ces événements ont donné lieu à un resserrement des liens entre pays de la région, au sein de l'ASEAN, en vue de négocier avec la Chine dans un cadre multilatéral plutôt que bilatéral et afin, plus globalement, de contrebalancer l'influence chinoise par la construction d'une communauté de vues et d'intérêts[17].

---

11. Martin Stuart-Fox, *A short history of China and Southeast Asia: tribute, trade and influence*. op.cit.
12. *Ibidem*.
13. Voir notamment : Milton Osborne, *Southeast Asia : An Introductory History*. Crows Nest : Allen & Unwin, 2010.
14. En refusant de dévaluer sa monnaie. Pékin initia également à cette occasion des accords de libre-échange et d'échange (swap) de monnaies dans le but d'une stabilisation macroéconomique régionale.
15. Diane Mauzy and Brian Job, « U.S. Policy in Southeast Asia: Limited Re-engagement after Years of Benign Neglect », *Asian Survey*, 47 (4), Juilllet/Août 2007, p. 622-641.
16. Gilbert Rozman, « Chinese Strategic Thinking on Multilateral Regional Security in Northeast Asia », *Orbis*, 55(2), 2011, p. 299.
17. Richard Weitz, « Nervous Neighbors: China Finds a Sphere of Influence », *World Affairs*, Mars/Avril 2011, p. 6-14.

Inquiétante également, pour les États de la région, l'évolution militaire de la Chine, qui ces dernières années a développé une base pour sous-marins sur l'île de Hainan, débuté les essais en mer de son premier porte-avions, mis en service de nouveaux navires de combat (destroyers Type-052D par exemple), effectué d'importantes avancées en termes de missiles, de moyens de projection de force (navires de ravitaillement, appareils d'alerte aérienne avancée,…), d'avions de combat, etc.[18] En réaction à ses évolutions, et pour consolider leur prééminence au sein du « siècle Pacifique »[19] qui se dessine, les États-Unis se sont engagés dans un effort de « rééquilibrage » vers l'Asie de leur action militaire, diplomatique, politique et économique, institutionnalisé depuis janvier 2012[20].

C'est dans ce cadre que s'inscrivent, par exemple, la visite officielle du président Barack Obama en Asie du Sud-Est juste après sa réélection et sa promotion d'un accord de libre-échange transpacifique. De même que la mission diplomatique d'Hillary Clinton au Myanmar, les décisions de stationner quatre navires de combat côtier (LCS) à Singapour, de baser en rotation des *Marines* à Darwin en Australie, ou encore de renforcer la base militaire de Guam. Au point de vue militaire, le Pentagone a également fondamentalement revu sa posture stratégique en réaction aux nouvelles capacités – de « déni d'accès et interdiction de zone » (A2/AD) – de l'Armée populaire de libération (APL)[21].

Cette rivalité sino-américaine est aujourd'hui un trait structurant du paysage stratégique de l'Asie du Sud-Est, dans la mesure où les États de la région trouvent dans cette opposition l'opportunité de diversifier leurs partenariats; conformément à une tradition diplomatique profondément enracinée dans les différentes pensées stratégiques régionales, et de « faire jouer la concurrence » pour conserver leur liberté de mouvement. La politique étrangère de l'Indonésie offre un cas d'école à un tel positionnement, au travers de sa traditionnelle posture « bebas dan aktif » (libre et active)[22].

Si la Chine est le principal partenaire commercial de la quasi-totalité des États de la région, ces derniers ont également réévalué, positivement pour la plupart, leur relation avec les États-Unis dans le domaine sécuritaire. Le Myanmar, traditionnellement considéré dans l'orbite chinoise, a ainsi participé pour la première fois, comme observateur, aux exercices conjoints « Cobra Gold 2013 » menés par les États-Unis avec sept armées régionales[23]. Néanmoins, des incertitudes persistent quant à la pérennité du réengagement américain, dans un contexte de crise économique, poussant les États de sud-est asiatique à chercher une voie médiane entre les deux grandes puissances, et éviter ainsi un choix qui fâcherait l'une d'elles.

---

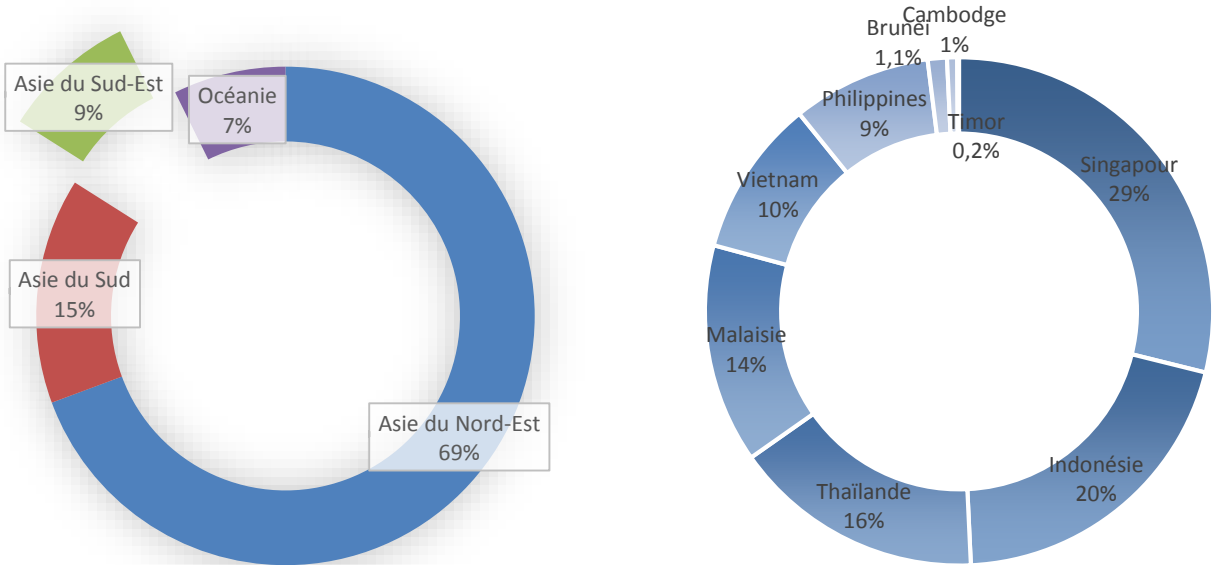
18. « China », in: *The Military Balance 2013*. Londres: Routledge for IISS, 2013, p. 252-258.
19. Hilary Clinton, « America's Pacific Century », *Foreign Policy*, novembre 2011.
20. Voir: Department of Defense, *Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense*. Janvier 2012. Voir également: Beginda Pakpahan, « Will RCEP compete with the TPP? », *East Asia Forum*, 28 novembre 2012: http://www.eastasiaforum.org/2012/11/28/will-rcep-compete-with-the-tpp/
21. Voir: Stephan Frühling, « US strategy: between the 'pivot' and 'Air-Sea Battle' », *East Asia Forum*, 26 août 2012: www.eastasiaforum.org/2012/08/26/us-strategy-between-the-pivot-and-air-sea-battle/?preview=true ; « Anti-acces/Area denial: Washington's response », *The Military Balance 2013*. Londres: The International Institute of Strategic Studies (IISS), 2013, p. 29-31.
22. Voir par exemple : Bruno Hellendorff, « Politique étrangère de l'Indonésie : un redéploiement prudent », Perspectives Internationales, 19 janvier 2013 : http://www.grip.org/fr/node/799
23. *The Military Balance 2013*. Londres: Routledge pour The International Institute for Strategic Studies (IISS), 2013, p. 247; « Myanmar Observers Participate in US-Led Cobra Gold Military Exercises in Thailand », *Chiangrai Times*, 11 février 2013.

2. Budgets militaires régionaux : différences et évolutions

2.1. L'Asie du Sud-Est en 2012

En 2012, les dépenses militaires en Asie du Sud-Est ont atteint une valeur cumulée de 33,677 milliards de dollars US[24]. Ce total représente 11,17% des dépenses militaires cumulées de l'Asie de l'Est[25], et 8,72% des dépenses militaires cumulées de l'Asie[26]. Collectivement, l'Asie du Sud-Est représente le 11ème budget militaire mondial en 2012, derrière l'Italie (34 milliards de dollars), mais devant le Brésil (33,14 milliards de dollars) et la Corée du Sud (31,6 milliards de dollars)[27].

Dépenses militaires: comparaison régionale et sous-régionale[28]



24. Figure en dollars courants, excluant les dépenses du Laos et du Myanmar, pour qui les dépenses militaires de 2012 sont indisponibles. SIPRI Military Expenditure Database : www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database
25. L'« Asie de l'Est » représente ici une région comprenant l'Asie du Sud-Est ainsi que la Chine, le Japon, la Corée du Sud, la Mongolie et Taïwan. Les données pour la Corée du Nord sont indisponibles et les données pour la Chine représentent une estimation du SIPRI.
26. L' « Asie » représente ici une région comprenant l' « Asie de l'Est » (voir ci-dessus) ainsi que l'« Asie du Sud » (Inde, Pakistan, Sri Lanka, Afghanistan, Bangladesh – les données pour le Népal sont indisponibles) et l'« Océanie » (Australie, Fidji, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée). L'Asie centrale n'est par contre pas incluse.
27. Les figures sont en dollars courants (2012). Les dépenses militaires italiennes correspondent à l'estimation du SIPRI. SIPRI Military Expenditure Database, *op.cit.*
28. L'*Asie du Nord-Est* comprend la Chine, la Corée du Sud, le Japon, Taïwan et la Mongolie. Les données pour la Corée du Nord sont indisponibles, celles pour la Chine correspondent à une estimation du SIPRI. L'*Asie du Sud* comprend l'Afghanistan, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et le Sri Lanka. Les données pour le Népal sont indisponibles. L'*Océanie* comprend l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'*Asie du Sud-Est* comprend le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, Timor-Leste et le Vietnam. Les données pour le Laos et le Myanmar sont indisponibles. L'*Asie centrale* n'a pas été incluse dans la figure par manque de données : les dépenses du Kazakhstan sont les seules disponibles et correspondent elles-mêmes à une estimation du SIPRI. L'ensemble des données correspondent aux dépenses militaires de 2012 exprimées en dollars courants. *Ibidem*.

Pourtant, ce tableau ne doit pas occulter le caractère très hétérogène des dépenses militaires, en termes globaux autant que relatifs. Tout d'abord, il existe un fossé considérable entre les « cinq grands », à savoir Singapour, l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie et le Vietnam, qui représentent ensemble 89,18% des dépenses militaires d'Asie du Sud-Est en 2012[29], et les autres pays (Philippines, Brunei, Cambodge, Timor-Leste, ainsi que Myanmar et Laos pour lesquels les données sont soit manquantes soit incertaines[30]). Alors que Singapour, plus gros dépensier militaire de la région, consacrait 9,7 milliards de dollars à sa défense en 2012 (soit presque autant que les Pays-Bas), le Laos dépensait près de 500 fois moins, soit 18,7 millions de dollars en 2011[31].

Dépenses militaires en Asie du Sud-Est (2012)

Pays	Dépenses (millions de dollars US courants)	Classement mondial	Pourcentage du PIB	Classement mondial
Singapour	9 722	22	3,60 %	16
Indonésie	6 866	26	0,80 %	119
Thaïlande	5 387	35	1,50 %	70
Malaisie	4 697	40	1,50 %	69
Vietnam	3 363	48	2,40 %	36
Philippines	2 977	51	1,20 %	87
Brunei	411	87	2,40 %	35
Cambodge	217	103	1,60 %	65
Timor Leste	37,7	126	0,70 %	125
Laos	18,7 (2011)	132 (2011)	0,20 % (2011)	136 (2011)

Sources: *SIPRI military expenditure database*, à l'exclusion de : Cap Vert, République Centrafricaine, Tchad, République du Congo, Djibouti, Guinée Équatoriale, Érythrée, Gambie, Guinée, Mauritanie, Mozambique, Sénégal, Somalie, Soudan, Togo, Cuba, Trinidad & Tobago, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan, Corée du Nord, Laos (pour 2012), Népal, Iran, Qatar, Syrie, Émirats arabes unis.

En termes relatifs, les dépenses militaires de Singapour atteignent 3,6% de son produit intérieur brut (PIB) lorsque Vientiane n'y consacre que 0,2%. Entre ces deux extrêmes se situent de nombreux autres cas de figure. L'Indonésie, par exemple, dont les dépenses militaires ont récemment atteint la deuxième place au niveau sous-régional (6,8 milliards de dollars en 2012), ne consacre encore que très peu de ressources à son armée en termes relatifs (0,8% du PIB). Le budget militaire du Vietnam, quoique soumis à caution, s'établit à 3,3 milliards de dollars, soit 2,4% de son PIB. Ce qui en fait la cinquième figure officielle régionale en termes généraux, avec un investissement relatif très important, derrière Singapour mais à égalité avec le Brunei.

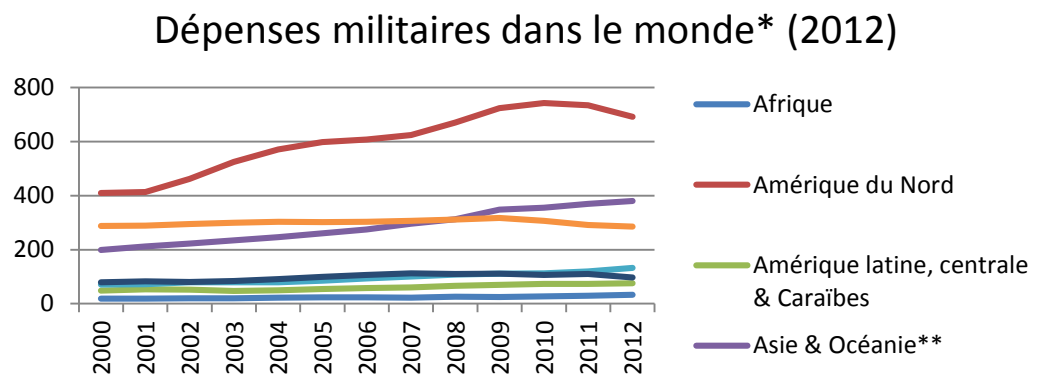
29. *Ibid*. Les données pour le Laos et le Myanmar ne sont pas prises en compte dans cette figure.

30. D'après l'*International Institute for Strategic Studies*, le budget de défense du Myanmar aurait atteint 2,27 milliards de dollars en 2012. Voir: *The Military Balance 2013.* op.cit., p. 320-321.

31. Le SIPRI considère néanmoins ce montant comme « très incertain ». SIPRI Military Expenditure Database, *op.cit.*

2.2. Évolution mondiale et régionale

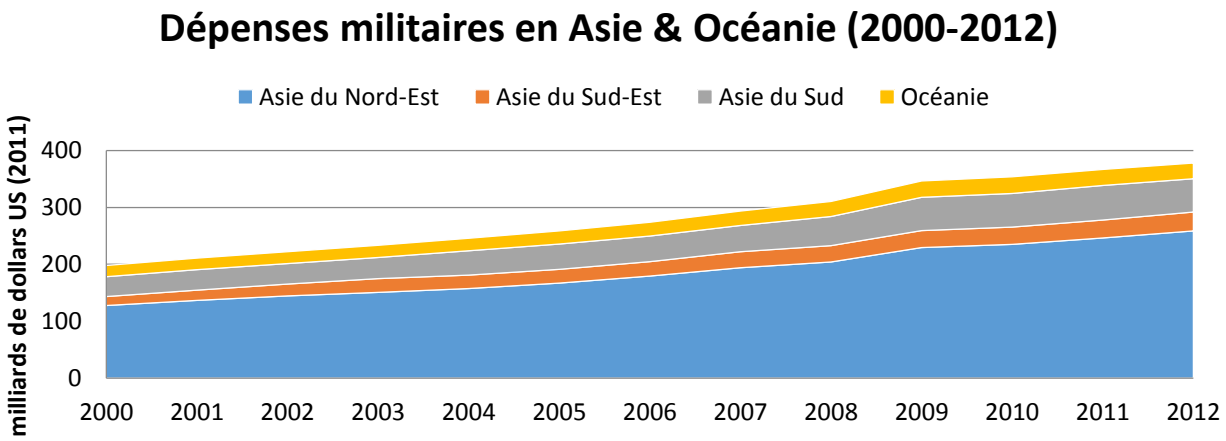
Plus que la situation en 2012, c'est l'évolution des dépenses militaires en Asie du Sud-Est depuis la crise asiatique de 1997-98 qui est source d'attention, voire d'inquiétude. Globalement, les dépenses militaires en Asie du Sud-Est ont augmenté de 37% en valeur réelle entre 2002 et 2012[32]. La tendance est nette. Comparée à l'évolution des dépenses militaires européennes, elle l'est encore plus. Entre 2000 et 2012, les dépenses militaires des 27 membres actuels de l'Union européenne ont en effet reculé de 0,92%[33]. Pourtant, jusqu'à la crise de 2008, les dépenses militaires européennes avaient cru (à l'exception d'une baisse de 0,38% entre 2004 et 2005) pour atteindre un pic de 316,99 milliards de dollars en 2009, avant de décroître de 3,25% en 2010, de 5,14% en 2011 et de 1,87% en 2012[34]. Sur ces mêmes trois années, les dépenses militaires dans l'ensemble du continent asiatique[35] continuaient de progresser de 2,01%, de 3,77% et de 3,09% pour atteindre le montant record de 378,3 milliards de dollars en 2012[36]. L'Asie dépense ainsi plus que l'Europe dans ses armées depuis 2008, et le fossé restant avec l'Amérique du Nord se comble progressivement. Ensuite, si sur les trois dernières années les plus fortes hausses ont été enregistrées par l'Afrique (+31,29%) et la région Europe de l'Est-Russie (+19,5%), sur l'ensemble de la dernière décennie, c'est en Asie et Océanie que les dépenses militaires ont le plus augmenté (+91,64%), devant l'Europe de l'Est et la Russie (+87%), l'Afrique (+77,33%), l'Amérique du Nord (+68,67%), l'Amérique latine, centrale et Caraïbes (+57,21%), le Moyen-Orient (+22,73%)[37] et les 27 pays membres de l'Union européenne (-0,92%).



* Cette figure inclut les estimations, données « hautement incertaines » et données manquantes du SIPRI.
** L'Asie & Océanie inclut ici l'Asie centrale, pour correspondre aux choix géographiques du SIPRI.
*** L'UE-27 inclut les 27 membres actuels de l'Union Européenne. Sources : SIPRI Military Expenditure Database

32. SIPRI Military Expenditure Database, *op.cit.*
33. Les données de 2000 pour l'Autriche, la Bulgarie, Chypre, la Grèce et l'Irlande, ainsi que les données de 2012 pour Chypre, l'Allemagne, l'Italie, l'Estonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal et l'Espagne correspondent aux estimations du SIPRI. Les figures sont exprimées en dollars constants (2011). *Ibidem*.
34. Ces figures sont en dollars constants (2011) et incluent les estimations du SIPRI quant aux dépenses militaires de l'Allemagne (2012), l'Autriche (2000, 2001), la Bulgarie (2000-2003), Chypre (2000-2003, 2012) la Grèce (2000, 2001), l'Estonie (2011, 2012), l'Irlande (2000), l'Italie (2007-2012), la Lituanie (2004-2008, 2011, 2012), du Luxembourg (2008-2012), la Pologne (2008-2012), le Portugal (2012) et l'Espagne (2012). *Ibidem*.
35. A l'exception de l'Asie centrale, et incluant l'Océanie, cf. note méthodologique.
36. Ces figures sont en dollars constants (2011) et incluent les estimations du SIPRI quant aux dépenses militaires de la Chine (2010, 2011, 2012) et du Pakistan (2011). Les données pour le Laos sont « très incertaines » (2010, 2011) ou manquantes (2012). Les données pour la Corée du Nord sont indisponibles, tout comme celles pour le Népal en 2012. SIPRI Military Expenditure Database, *op.cit.*
37. Voir : Fanny Lutz, « Une décennie de frénésie militaire - Dépenses militaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord », *Note d'Analyse du GRIP*, 26 février 2013, Bruxelles. Disponible sur: www.grip.org/node/810

En volume, la plus importante contribution à cette significative hausse des dépenses militaires en Asie et Océanie émane d'Asie du Nord-Est, et de Chine plus particulièrement. La sous-région représentait 68,45% du total des dépenses d'Asie et Océanie en 2012, devant l'Asie du Sud (15,52%), l'Asie du Sud-Est (8,76%) et l'Océanie (7,27%). En termes d'évolution sur l'ensemble de la décennie (2000-2012), l'Asie du Sud-Est est la sous-région ayant le plus augmenté ses dépenses militaires avec une hausse de 111,71%, devant l'Asie du Nord-Est (+102,63%), l'Asie du Sud (+67,82%) et l'Océanie (+39,96%)[38].



2.3. Tendances sous-régionales: une hausse globale en trompe-l'oeil

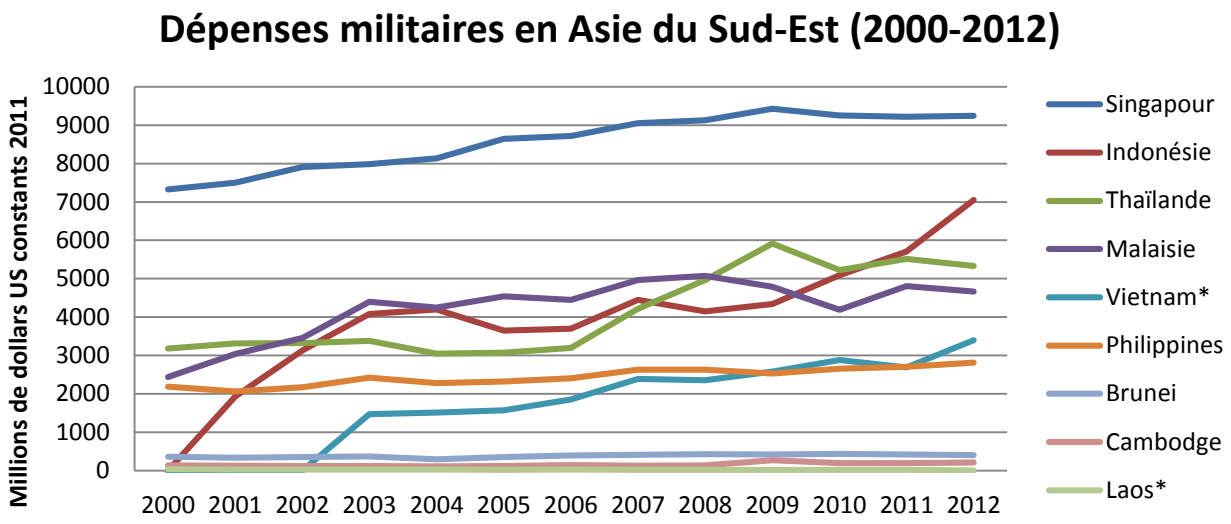
Là encore, les tendances exprimées à l'échelle de la région cachent de grandes disparités entre pays. Entre 2002 et 2012 (non plus 2000-2012)[39], les dépenses militaires du Vietnam, de l'Indonésie, de la Thaïlande et du Cambodge ont connu un taux de croissance situé entre 61% et 131%. Dans le même temps, la Malaisie et les Philippines augmentaient leurs dépenses de 35% et 30%, le Brunei et Singapour conservaient un profil stable (+17% et +14%), tandis que le Laos baissait ses dépenses de 30%[40]. Dans le même temps, la Chine et les États-Unis haussaient leurs dépenses de 198% et 50%.

*Figures soumises à estimations ou incertitudes (SIPRI).

38. Ces figures incluent les estimations du SIPRI pour la Chine (2000-2012), l'Indonésie (2001-2004), la Corée du Sud (2000-2004), les Philippines (2000-2002, 2004), la Thaïlande (2000), Timor-Leste (2007), l'Afghanistan (2003, 2004), le Pakistan (2011) et le Sri Lanka (2000-2003). Elles incluent également les données « hautement incertaines » pour le Laos (2000-2011). Les données sont soit manquantes soit indisponibles pour l'Indonésie (2000), la Corée du Nord (2000-2012), le Laos (2012), Timor-Leste (2000-2003), le Vietnam (2000-2002), l'Afghanistan (2000-2002) et le Népal (2012). SIPRI Military Expenditure Database, *op.cit.*

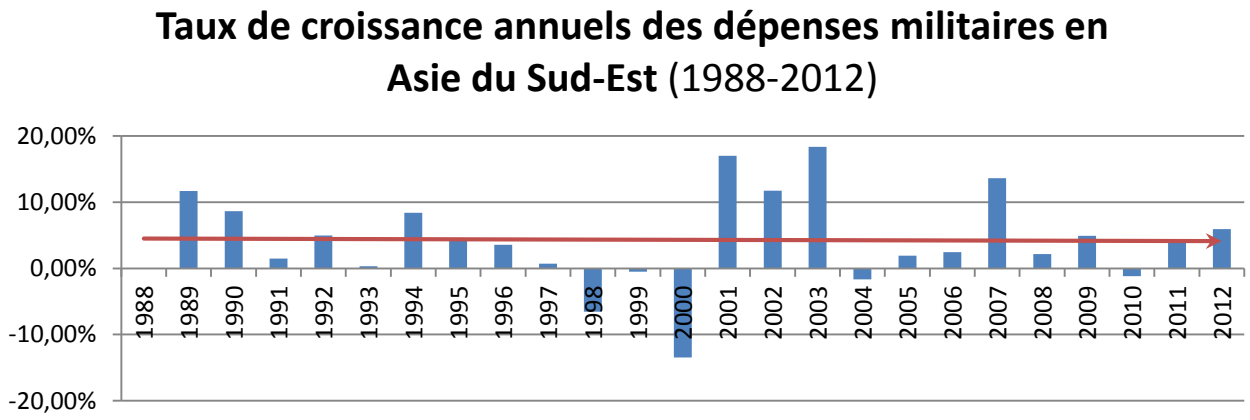
39. La fourchette d'évaluation est modifiée pour s'ajuster à la disponibilité des données. La différence entre les taux de croissance calculés selon ces deux périodes (respectivement 111,71% et 62%) illustre bien l'importance d'une vision de long terme, qui inclue les effets de la crise asiatique de 1997 dans l'analyse.

40. Entre 2003 et 2012 pour le Vietnam, entre 2002 et 2011 pour le Laos. SIPRI Military Expenditure Database, *op.cit.*



*Figures soumises à estimations ou incertitudes (SIPRI).

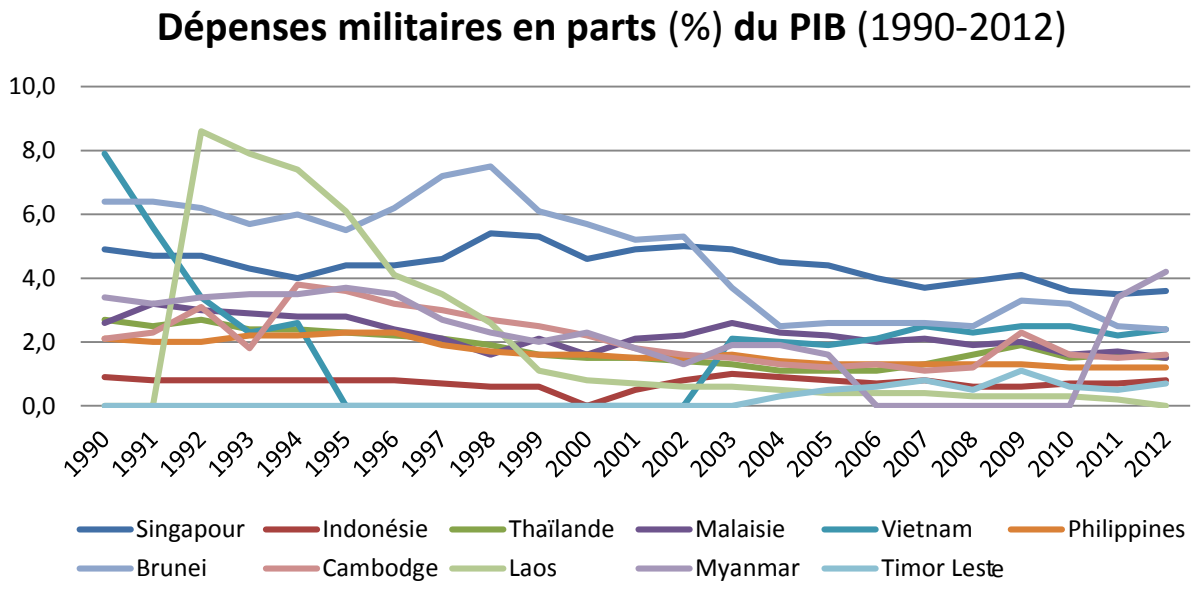
En l'espace d'une année, entre 2011 et 2012, le Vietnam a augmenté ses dépenses militaires de 26,47%, l'Indonésie de 23,54% et Timor-Leste de 18,66%. Moins importantes, les hausses du Cambodge (+9,38%) et des Philippines (+4,22%) méritent également d'être mentionnées. Singapour a de son côté stabilisé ses dépenses (+0,34%), tandis que la Malaisie (-3,02%), le Brunei (-3,13%) et la Thaïlande (-3,37%) baissaient les leurs. Les différences apparaissent ainsi considérables. Plus significatif encore, sur les trois dernières années (de 2009 à 2012), la majorité des pays d'Asie du Sud-Est ont, contrairement à la tendance régionale, diminué leurs dépenses. Elles ont chuté de 23,76% au Timor-Leste, de 20,45% au Cambodge, de 9,85% en Thaïlande, de 2,9% au Brunei, de 2,71% en Malaisie et de 1,92% à Singapour. Il a fallu l'impressionnante hausse des dépenses militaires de l'Indonésie (+62,55%), du Vietnam (+31,62%) et, dans une moindre mesure, des Philippines (+11,18%) pour compenser ces chutes et faire croître le total régional de 9,31%[41]. Ces hausses prennent donc place avant tout dans des contextes nationaux particuliers, et ne représentent dès lors pas un phénomène commun pouvant, dans son ensemble, s'apparenter à une « course aux armements ». Elles apparaissent d'autant moins déstabilisantes que, sur une plus longue durée, le taux de croissance des dépenses militaires en Asie du Sud-Est est resté remarquablement stable.



41. SIPRI Military Expenditure Database, *op.cit.*

2.4. Tendances sous-régionales: une baisse des dépenses en termes relatifs

Si le volume des dépenses militaires a connu une nette hausse au niveau régional au travers de la dernière décennie, l'évolution de ces dernières, calculée cette fois en termes relatifs – soit en fonction du produit intérieur brut (PIB) –, marque quant à elle une baisse toute aussi nette[42]. La moyenne régionale[43] est ainsi passée de 3,7% du PIB consacré aux dépenses militaires en 1990 à 2,5% en 2000, et 2% en 2012. Sur le long terme, les dépenses militaires en Asie du Sud-Est ont crû d'environ 4% par an depuis 1988, soit à un rythme inférieur à la croissance économique régionale (« Taux de croissance annuels des dépenses militaires en Asie du Sud-Est (1988-2012) », cf. infra).



À l'exception du Myanmar (3,4% en 1990, 2,3% en 2000 et 4,2% en 2012) et du Timor-Leste (de 0,3% en 2004 à 0,7% en 2012), les pays d'Asie du Sud-Est ont consacré soit autant, soit moins de ressources à leur armée en 2012 qu'en 1990, proportionnellement à leur PIB. Singapour est ainsi passée de 4,9 % de son PIB consacré à la défense en 1990, à 4,6 % en 2000 et 3,6% en 2012. La Thaïlande est passée de 2,7% en 1990 à 1,5% en 2000 et 1,5% en 2012. La Malaisie a diminué son investissement de 2,6% en 1990 à 1,6% en 2000 et 1,5% en 2012. L'Indonésie est passée de 0,9% en 1990 à 0,5% en 2001 et 0,8% en 2012. À titre de comparaison, les dépenses militaires chinoises sont restées très stables sur la même période, oscillant entre 2,5% du PIB en 1990 et 1,6% en 1997 pour se fixer à 1,9% en 2000 et 2% en 2012. De leur côté, les États-Unis sont passés de 5,3% en 1990 à 3% en 2000 et 4,4% en 2012. En 2012, seuls quatre pays d'Asie du Sud-Est ont dépensé proportionnellement plus dans leur armée que la Chine, et aucun n'a égalé les États-Unis. Dans une large mesure, les dépenses militaires des pays d'Asie du Sud-Est sont donc avant tout fonction de leurs performances économiques, et une relation de cause à effet entre l'évolution de leurs dépenses militaires avec celles de Pékin apparaît bien difficile à isoler.

42. Ce résultat et la figure subséquente incluent les estimations du SIPRI pour le Cambodge (1990-1993), l'Indonésie (1990-1999, 2001-2004), les Philippines (1990-2002, 2004), la Thaïlande (1990-2000) et Timor-Leste (2007). Les données sont « hautement incertaines pour le Laos (1992-2011). Les données sont manquantes pour l'Indonésie (2000), le Laos (1990, 1991, 2012), le Myanmar (2006-2010), Timor-Leste (2002, 2003 et indisponible avant cela), et le Vietnam (1995-2002). SIPRI Military Expenditure Database, *op.cit.*

43. Calculée sur base des résultats de chaque pays, non en fonction des résultats régionaux.

3. Contextes nationaux

La hausse des budgets militaires en Asie du Sud-Est apparaît comme un rattrapage « normal », d'autant plus justifié que la plupart des pays de la région ont, à la suite de la crise asiatique de 1997-98 notamment, accumulé un retard d'investissement dans leur outil militaire (particulièrement visible dans la figure « Taux de croissance annuels des dépenses militaires en Asie du Sud-Est (1988-2012) », cf. infra). Pourtant, cette tendance régionale occulte, une fois encore, une situation complexe, mêlant autant de divergences que de convergences entre États. Les contextes propres à chaque pays sont très différents tout en exprimant certains traits communs. À l'échelle des « cinq grands », ces traits communs se retrouvent à la fois dans leurs évolutions internes, ainsi que dans leurs relations entre eux et avec leurs partenaires extérieurs.

3.1. L'Indonésie

Dans le cas indonésien, la hausse spectaculaire des dépenses militaires s'ancre dans une politique d'acquisition d'une « force minimale essentielle », indispensable pour gérer les énormes besoins de l'archipel. Pour patrouiller un espace maritime gigantesque estimé[44] à environ 5,8 millions de km^2, Jakarta ne dispose par exemple que de 150 navires – dont un grand nombre sont obsolètes voire incapables de prendre la mer. Pour les autres composantes, le tableau est similaire. Les conséquences du tsunami de 2004 à Aceh ont également démontré à la fois l'ampleur des défis « non-traditionnels », dont les catastrophes naturelles, que doit régulièrement gérer l'Indonésie[45], et l'utilité d'une force maritime flexible qui puisse être rapidement déployée sur place. Cet intérêt fut d'ailleurs encore confirmé par l'efficacité des opérations militaires conjointes entre le Japon et les États-Unis, à la suite de la « triple catastrophe » – tremblement de terre, tsunami, et crise nucléaire – de 2011.

Au-delà, le pays doit faire face à l'instabilité chronique de plusieurs de ses provinces (principalement en Papouasie), et plus largement aux divers mouvements centrifuges qui ont historiquement constitué le principal souci sécuritaire de Jakarta[46]. Le terrorisme et le fondamentalisme religieux constituent d'autres enjeux de taille pour l'État et les forces armées indonésiennes, qui se sont imposés après les attentats de Bali de 2002. Le *budget* militaire indonésien est ainsi passé de 2,25 milliards de dollars en 2004 à 3,5 milliards de dollars en 2009, et devrait largement dépasser les 8 milliards de dollars en 2013[47].

---

44. L'estimation provient du Bureau indonésien de coordination en matière de sécurité maritime ; « Profile Organisasi », *Badan Koordinasi Keamanan Laut Republik Indonesia* : http://bakorkamla.go.id/index.php/profile/profile-organisasi

45. Rizal Sukma, « Indonesia's Security Outlook, Defence Policy and Regional Cooperation », in: *Asia Pacific Countries' Security Outlook and Its Implications for the Defense Sector*. Tokyo: The National Institute for Defense Studies, NIDS Joint Research Series No. 5, 2010, p. 3-24.

46. Bruno Hellendorff, « Politique étrangère de l'Indonésie : un redéploiement prudent », *Perspectives Internationales*, 19 janvier 2013 : http://perspectivesinternationales.com/?p=615

47. Les *dépenses* militaires de l'Indonésie, telles qu'estimées par le SIPRI et exprimées en dollars constants (2011), s'établissaient à 4,194 milliards de dollars en 2004 (estimation du SIPRI), 4,336 milliards de dollars en 2009, et 7,048 milliards de dollars en 2012. Les différences entre le budget officiel et les dépenses militaires, évaluées par un organisme extérieur, apparaissent ici pleinement. SIPRI Military Expenditure Database, *op.cit.;* Zakir Hussain, « Indonesia Hikes Defense Budget, Forges Close Ties with Beijing and Washington », *Jakarta Globe*, 24 août 2012: www.thejakartaglobe.com/archive/indonesia-hikes-defense-budget-forges-close-ties-with-beijing-and-washington

L'administration Yudhoyono aurait pour ambition de faire atteindre aux dépenses militaires 1,5% – voire 2%[48] – du PIB[49] dès 2015, au lieu de 0,8% actuellement. Le pays a également l'ambition de se doter d'une flotte de haute mer à l'horizon 2024[50].

3.2. Singapour

À Singapour, les investissements en matière militaire sont restés à la fois élevés et constants au travers de la dernière décennie, et même au-delà[51]. Ils illustrent l'importance qu'accorde la cité-État à sa politique de défense[52]. Confrontée à des tensions récurrentes avec ses voisins, dont la Malaisie à propos de litiges territoriaux ou de son approvisionnement en eau (depuis le début des années 2000 tout particulièrement), Singapour fait reposer sa sécurité sur un concept de « défense totale »[53], et sur l'avantage qualitatif de ses forces armées qu'elle entend bien maintenir vis-à-vis des autres pays de la région.

Ces dernières sont ainsi engagées depuis 2004 dans leur troisième programme de modernisation[54], qui se traduit notamment par de nouvelles capacités de projection de puissance[55]. Leur mission est à la fois simple et représentative des doctrines militaires de la plupart des États de la région : assurer la paix et la sécurité du pays par la diplomatie couplée à la dissuasion[56]. En 2012, la politique étrangère et de sécurité représentait 31,4% des dépenses officielles du gouvernement singapourien[57]. Plus qu'en termes de besoins – comme le fait l'Indonésie – Singapour présente et justifie ses dépenses et investissements militaires en faisant référence à l'adéquation nécessaire avec son succès économique, et à la vulnérabilité que lui vaut son territoire très limité et sa population réduite[58].

48. *The Military Balance 2013*, op.cit., p. 265.
49. Trefor Moss, « Indonesia Military Powers Up », *The Diplomat*, 18 janvier 2012: www.thediplomat.com/flashpoints-blog/2012/01/18/indonesia-military-powers-up
50. Ristian Atriandi Supriyanto, « Naval modernisation: A sea change for Indonesia? », *The Nation*, 30 janvier 2012 : www.nationmultimedia.com/opinion/Naval-modernisation-A-sea-change-for-Indonesia-30174719.html
51. Ooi Tjin-Kai, « Interpreting Recent Military Modernizations in Southeast Asia: Cause For Alarm Or Business As Usual? », *Pointer*, 38 (1), 2012, p. 13-31.
52. Ron Matthews & Nellie Zhang Yan, « Small Country 'Total Defence': A Case Study of Singapore », *Defence Studies*, 7 (3), 2007, p. 376–395.
53. *Ibidem*; Teo Chee Hean, « Total Defence for Singapore », *Military Technology*, 32 (2), 2008, p. 14-18.
54. « 3rd Generation SAF », MINDEF Singapore, dernière mise à jour le 22 octobre 2012 : www.mindef.gov.sg:80/content/imindef/key_topics/3rd_generation_saf.html
55. Weichong Ong, « Peripheral to Norm? The Expeditionary Role of the Third Generation Singapore Armed Forces », *Defence Studies*, 11 (3), 2011, p. 541–558.
56. « Mission », Mindef : http://www.mindef.gov.sg/imindef/about_us/mission.html
57. Donc partie du *budget* officiel. Pour comparaison, le gouvernement indique que 44,7% de ses dépenses officielles vont vers le « développement social ». *Budget Highlights : Financial Year 2013,* 25 février 2013 : www.singaporebudget.gov.sg/budget_2013/download/FY2013_Budget_Highlights.pdf
58. Marvin Leibstone, « Singapore and Defence : Programmes and Equipment Acquisition », *Military Technology*, 34 (2), 2010, p. 20-27.

3.3. La Thaïlande

De son côté, la Thaïlande est confrontée à une situation tout à fait particulière, les principaux défis sécuritaires auxquels doit faire face le pays étant soit internes, soit frontaliers[59]. Bangkok est en effet confrontée à une rébellion dans le sud du pays, qui aurait fait plus de 4 100 morts et 6 509 blessés entre novembre 2004 et novembre 2010, d'après *Deep South Watch*, une organisation qui surveille l'évolution de la situation sécuritaire dans la région[60]. Le pays est également très préoccupé par les enjeux de la criminalité transfrontalière (le trafic d'amphétamines en provenance du Myanmar notamment) et les catastrophes naturelles[61].

L'armée est intervenue lors du tsunami de 2004, ou – plus récemment – lors des inondations de 2010 et 2011. De plus, la Thaïlande entretient avec le Myanmar et le Cambodge des inimitiés historiques doublées de confrontations sporadiques à propos de leurs frontières respectives (le conflit autour du temple de Preah Vihear, ou Phra Viharn pour les Thaïlandais, étant le cas le plus médiatisé). Pourtant, le pays est le seul de la région à disposer d'un porte-aéronefs, le *Chakri Naruebet*, acquis dans les années 1990. Faute de moyens – une conséquence de la crise asiatique de 1997 – ce fleuron de la flotte thaïlandaise a pourtant passé le plus clair de sa carrière à quai, ne se déplaçant que pour des missions d'entraînement, d'appui humanitaire, ou de représentation (transportant alors la famille royale)[62] et démontrant par la même occasion l'importance d'un autre facteur dans les achats d'armements et dépenses militaires en Asie du Sud-Est : les questions de prestige. En outre, l'armée thaïlandaise a un passif très lourd en matière de coups d'État, le dernier remontant à 2006. Ce poids politique de l'armée[63], un autre point partagé par plusieurs voisins régionaux[64], a certainement contribué à l'annonce par le gouvernement de Yingluck Shinawatra d'une hausse de 7% du budget militaire national pour 2013[65].

3.4. La Malaisie

Le cas de la Malaisie illustre quant à lui plus particulièrement l'importance que donnent les capitales régionales à l'aspect purement défensif de leur modernisation militaire, ainsi qu'à la diplomatie (cf. infra). Pour Kuala Lumpur, les principes autour desquels gravite sa sécurité sont l'autonomie, la coopération régionale et l'assistance étrangère[66].

---

59. Thitinan Pongsudhirak, « Thailand's Security Outlook: External Trends and Internal Crises », in: *Asia Pacific Countries' Security Outlook and Its Implications for the Defense Sector*. Tokyo: The National Institute for Defense Studies, NIDS Joint Research Series No. 5, 2010, p. 85-93.
60. « Sixth Year of the Southern Fire: Dynamics of Insurgency and Formation of the New Imagined Violence », Deep South Watch, 10 mars 2010 : http://www.deepsouthwatch.org/node/730
61. « Thailand's War on Drugs », *Global Security* : http://www.globalsecurity.org/military/world/war/thai-drug-war.htm; Piti Kumpoopong, « New Roles of the Thai Military: Readjusting for the 21st Century », 5th ARF Meeting of Heads of Defense Universities, Colleges and Institutions, Tokyo, The National Institute for Defense Studies, Août 2001: http://www.nids.go.jp/event/other/arf/pdf/thailand_paper.pdf
62. Ghislain Poissonnier, « ARMEE – L'étrange destin du Chakri Naruebet, le porte-aéronefs thaïlandais », *Le Petit Journal*, 29 mai 2012 : http://www.lepetitjournal.com/bangkok/accueil-bangkok/109092-armee--letrange-destin-du-chakri-naruebet-le-porte-aeronefs-thailandais.html
63. Paul Chambers, « Thailand on the Brink: Resurgent Military, Eroded Democracy », *Asian Survey*, 50 (5), 2010, p. 835-858.
64. Aurel Croissant, David Kuehn & Philip Lorenz, *Breaking With the Past? Civil-Military Relations in the Emerging Democracies of East Asia*. Honolulu: East-West Center, Policy Studies 63, 2012;
65. *The Military Balance 2013.* op.cit., p. 246.
66. « Malaysia's National Defense Policy », *Military Technology*, 29 (12), 2005, p. 43-48.

Autre point commun, Kuala Lumpur insiste sur le besoin de développer et renforcer son industrie de défense nationale[67], une évolution très clairement partagée par Singapour[68] (qui compte la seule compagnie sud-est asiatique – *ST Engineering* – qui figure dans le top-100 des industries de défense mondiales[69]) et l'Indonésie (qui vient de passer une loi sur le renforcement de son industrie)[70]. La Malaisie aurait même mis sur la table un projet de création d'un Conseil régional pour l'industrie de la défense, finalement abandonné suite aux réticences de Jakarta et Singapour[71].

3.5. Le Vietnam

L'évolution des forces armées vietnamiennes, enfin, fournit une nouvelle illustration à ces différentes dynamiques. Le programme de renforcement militaire vietnamien contemporain est souvent considéré comme essentiellement déterminé par la montée en puissance chinoise, et la fermeté renouvelée de Pékin en politique étrangère[72]. À l'instar de Singapour et de sa doctrine d'une « défense totale », le Vietnam a développé un concept de « défense nationale de tout le peuple » [73].

Une telle approche s'inscrit dans une stratégie « du faible au fort » enracinée dans l'histoire militaire et la culture stratégique du pays[74] et renvoie immanquablement – en soulignant le caractère asymétrique de la menace perçue – à la Chine, l'adversaire le plus probable en cas de conflit. Pourtant, l'évolution militaire du Vietnam comporte en réalité plusieurs autres dimensions, qui le rapprochent de ses voisins plus qu'elles ne l'en distancient. Si le Livre Blanc de 2009 fait bien référence aux tensions en « mer de l'Est » (la mer de Chine méridionale), il met avant tout l'accent sur les menaces « non-traditionnelles » ainsi que sur l'interdépendance économique dans son évaluation du contexte stratégique[75]. Il souligne également l'ampleur des besoins en matière de modernisation des forces et la vocation défensive de la stratégie militaire nationale.

67. Mohammed Ahmedullah, « Malaysian Defence Industry Review », *Military Technology*, 37 (3), 2013, p. 16-20.
68. « Singapore's Military Modernisation », *Military Technology*, 32 (2), 2008, p. 28-31.
69. Au 52ème rang plus exactement, derrière l'israélien Rafael, avec un total des ventes de 4,7 milliards de dollars en 2012, dont 1,9 milliards en ventes d'armes. « The SIPRI Top 100 arms-producing and military services companies in the world excluding China, 2011 »: http://www.sipri.org/research/armaments/production/Top100
70. Jon Grevatt, « Indonesia passes law for defence industry self-reliance », *IHS Jane's Defense & Security News*, 10 mai 2012; Harry Kuffal, « The future of the national defense industry », *The Jakarta Post,* 28 janvier 2013: http://www.thejakartapost.com/news/2013/01/28/the-future-national-defense-industry.html
71. Jon Grevatt, « Southeast Asia defence industry council plan abandoned », *IHS Jane's Defense & Security News*, 11 avril 2010.
72. Greg Torode, « Southeast Asian countries stock up on arms as they face off with China », *South China Morning Post*, 9 février 2013 : http://www.scmp.com/news/asia/article/1146155/southeast-asian-countries-stock-arms-they-face-china
73. Pham Van Tra, « Vietnam: Building and Sustaining People's Defense », *Joint Forces Quarterly*, 36, 2005, pp. 97-101.
74. Carlyle Thayer, *Vietnam People's Army: Development and Modernization*. Bandar Seri Begawan: Sultan Haji Bolkiah Institute of Defence and Strategic Studies, 2009. Disponible sur : http://www.american.edu/sis/aseanstudiescenter/upload/17313967-Thayer-Vietnam-Peoples-Army-Modernization-and-Development.pdf
75. « Vietnam National Defense ». Hanoi: Socialist Republic of Vietnam, Ministry of National Defence, 2009.

Depuis l'adoption au milieu des années 1980 du « Doi Moi » – ou programme de réformes –, l'armée a vu ses effectifs et ses moyens largement diminués, alors que le développement économique et la diplomatie prenaient un rôle nouveau dans la stratégie de défense nationale[76]. La rhétorique est également similaire à celle des autres capitales sud-est asiatiques : le développement militaire est avant tout dissuasif. Les points communs avec les autres États régionaux ne s'arrêtent pas là : l'armée vietnamienne dispose d'un poids considérable sur la scène politique interne du pays[77], les acquisitions de matériel militaire à l'étranger sont avant tout dirigées vers le domaine maritime[78], et leur importation est un geste autant – sinon plus – politique que seulement militaire. Si jusqu'en 2007, la quasi-totalité des importations de matériel militaire du Vietnam provenaient de Russie[79], une ouverture vers le marché américain a récemment émergé du débat national[80].

3.6. Points communs et lignes de fuite

En conclusion, il apparaît que la tendance à la hausse des budgets militaires nationaux en Asie du Sud-Est répond à une série de motivations diverses se retrouvant toutes, bien qu'à des degrés variables, dans les différentes visions stratégiques des États de la région. Ces derniers partagent aussi certaines contraintes et opportunités d'ordre systémique. Les programmes militaires nationaux sont dépendants à la fois de la croissance économique et des équilibres de force au sein de la vie politique interne des différents pays[81]. Ils sont également liés à une volonté partagée de développement d'une industrie de défense endogène. Au niveau international, ces programmes sont présentés par les États d'Asie du Sud-Est comme défensifs dans leur essence et leur portée[82], et non parties d'une course aux armements[83]. La plupart des dépenses et achats militaires sont justifiés par des questions de modernisation, de dissuasion « dirigées contre personne » et rendues nécessaires par la transformation des menaces[84] (« non-traditionnelles » principalement[85]).

76. Tung Nguyen Vu, « Vietnam's Security Challenges: Hanoi's New Approach to National Security and Implications to Defense and Foreign Policies », in: *Asia Pacific Countries' Security Outlook and Its Implications for the Defense Sector*. Tokyo: The National Institute for Defense Studies, NIDS Joint Research Series No. 5, 2010, p. 107-122.
77. Voir notamment : Gérard Hervouet & Carlyle Thayer, « Armée et Parti au Viêt-Nam: une symbiose au service de l'économie de marché », *Études internationales*, 32 (2), 2001, p. 337-350.
78. The Hanoist, « Vietnam builds naval muscle », *Asia Times Online*, 29 mars 2012: http://www.atimes.com/atimes/Southeast_Asia/NC29Ae01.html
79. SIPRI Military Expenditure Database, *op.cit.*
80. William Jordan, Lewis Stern & Walter Lohman, « U.S.–Vietnam Defense Relations: Investing in Strategic Alignment », Background on Asia and the Pacific, The Heritage Foundation, 18 juillet 2012: http://www.heritage.org/research/reports/2012/07/us-vietnam-defense-relations-investing-in-strategic-alignment
81. Mark Beeson & Alex Bellamy, *Securing Southeast Asia: The Politics of Security Sector Reform*. Oxon: Routledge, 2007; Paul Chambers & Aurel Croissant, *Democracy under Stress: Civil-Military Relations in South and Southeast Asia*. Bangkok: ISIS Thailand, 2010.
82. David Isenberg, « Military muscles bulging in SE Asia », Asia Times Online, 3 mai 2006 : http://www.atimes.com/atimes/Southeast_Asia/HE03Ae03.html
83. Novan Iman Santosa, « No arms race in soaring regional defense budget: SBY », *The Jakarta Post*, 22 Mars 2012: http://www.thejakartapost.com/news/2012/03/22/no-arms-race-soaring-regional-defense-budget-sby.html
84. Robert Hartfiel & Brian Job, « Raising the Risks of War: Defence Spending Trends and Competitive Arms Processes in East Asia », *The Pacific Review*, 20 (1), Mars 2007, p. 1-22.
85. Voir: Mely Caballero-Anthony, « Nontraditional Security, Regionalism, and the State in Southeast Asia », in Amit Pandya & Ellen Laipson (eds.), *Transnational Trends: Middle Eastern and Asian Views*. Washington D.C.: The Henry L. Stimson Center, 2008, p. 139-154; *Asia Pacific Countries' Security Outlook and Its Implications for the Defense Sector*. Tokyo: The National Institute for Defense Studies, NIDS Joint Research Series No. 5, 2010.

La piraterie est ainsi souvent citée comme un facteur ayant affaibli la région à la fin des années 1990 et qui a conduit à un renforcement de certaines capacités, ainsi qu'à l'expression d'un soutien politique aux investissements militaires. Au vu des besoins (en matière de lutte contre la piraterie, ou contre les divers trafics qui ont lieu dans la région, ainsi qu'en termes de contrôle des voies de communication maritimes, de surveillance des côtes, de prévention des pollutions, de réponse aux catastrophes naturelles, etc.) et de la tendance à la baisse des investissements militaires en termes relatifs, ces justifications peuvent apparaître fondées. Pourtant, le développement de certaines capacités, en termes de projection de puissance principalement (via l'acquisition de sous-marins par exemple), apporte une nuance de taille à ces déclarations rassurantes. Le détail des acquisitions militaires des pays d'Asie du Sud-Est prouve à la fois que la situation est plus complexe que ne l'indiquent les déclarations et documents officiels, et que les risques d'une escalade potentiellement déstabilisante pour la région existent.

4. Dépenses militaires et relations internationales

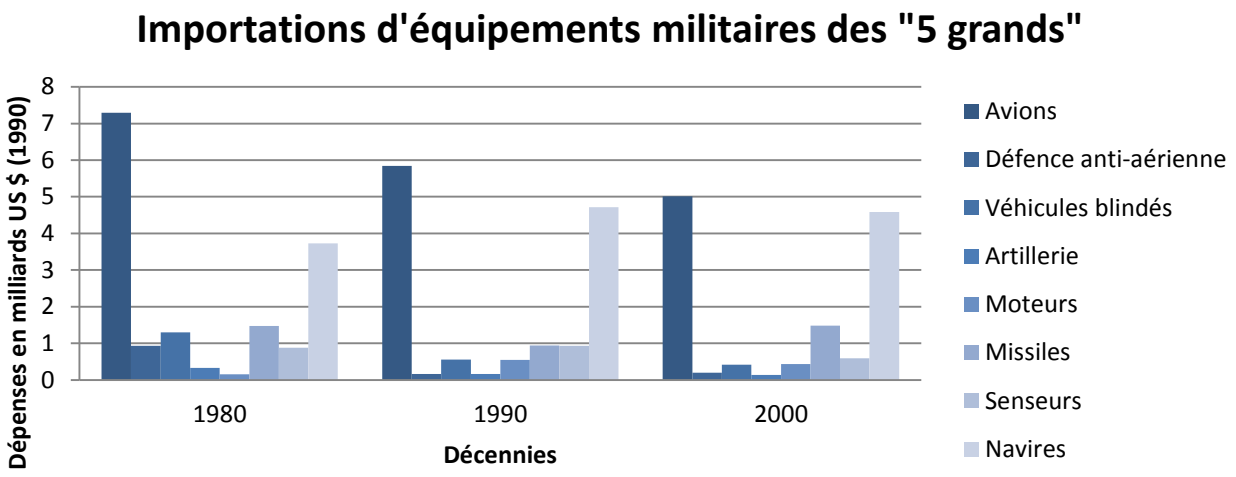
La modernisation nécessaire de l'outil militaire est une réalité en Asie du Sud-Est. Mais elle ne représente qu'une partie de l'équation. Plus que les budgets militaires en eux-mêmes, c'est l'acquisition de capacités offensives par les armées de la région qui pose question. Tout développement militaire significatif peut être perçu comme une menace et générer des réactions similaires chez des voisins.

Se renforçant l'une l'autre, ces dynamiques peuvent prendre la forme d'une course aux armements[86], et acquérir une logique propre qui dépasse l'état des relations internationales pour créer les conditions d'un conflit[87]. En Asie du Sud-Est, les programmes de modernisation militaire s'inscrivent dans les limites d'une diplomatie à la fois créative et éprouvée, mais ajoutent un élément de volatilité à une situation stratégique que la montée en puissance de la Chine contribue à tendre.

4.1. Importations militaires : schémas et récurrences

Entre la période 2002-06 et la période 2007-11, les importations d'armes vers Singapour, la Malaisie, l'Indonésie et le Vietnam ont bondi de respectivement 293%, 281%, 144% et 80%[88]. Cette augmentation du volume des importations d'armes démontre une réelle volonté de montée en gamme de la part des États-majors et gouvernements d'Asie du Sud-Est. De plus, le caractère maritime de ces acquisitions est frappant : entre 2007 et 2011, 52 % des transferts d'armes vers l'Asie du Sud-Est concernaient des navires et autres équipements maritimes, et 37 % des avions ainsi que les missiles et radars associés. Au total, 89% des armes importées par l'Asie du Sud-Est entre 2007 et 2011 ont donc un rôle essentiellement ou potentiellement maritime[89]. Ce schéma est partagé par les cinq plus gros importateurs d'armements sud-est asiatiques depuis plus de trois décennies.

86. Trefor Moss, « An Asian Arms Race ? », *The Diplomat*, 28 mars 2012 : http://thediplomat.com/flashpoints-blog/2012/03/28/an-asian-arms-race/ ; Robert Farley, « Arms Race : 21st Century Style », *The Diplomat*, 7 mars 2013 : http://thediplomat.com/flashpoints-blog/2013/03/07/arms-races-21st-century-style/
87. Geoffrey Till, « What Arms Race ? Why Asia Isn't Europe 1913 », The Diplomat, 15 février 2013: http://thediplomat.com/2013/02/15/what-arms-race-why-asia-isnt-europe-1913/
88. Siemon Wezeman, « The maritime dimension of arms transfers to South East Asia, 2007-11 », in: *SIPRI Yearbook 2012*. Stockholm: SIPRI, 2012, p. 281.
89. Ibidem, p. 280.



Source: Ooi Tjin-Kai, « Interpreting recent military modernizations in Southeast Asia: Cause for alarm or Business as usual? », *Pointer*, 38 (1), 2012, p. 13-31.

D'après les données du SIPRI[90], entre 2007 et 2011, Singapour a acheté 6 frégates de classe Formidable (design *La Fayette*) à la France, 4 avions d'alerte avancée G-550 à Israël, 6 hélicoptères SH-70B *Seahawk* aux États-Unis (et d'autres ont été commandés en 2013), 24 avions de combat américains F-15 SG ainsi que des drones *Heron* et *ScanEagle*. Le pays pourrait également bientôt prendre la décision d'acquérir des F-35 *Joint Strike Fighters*[91].

Sur la même période, la Malaisie a reçu 18 avions de combat russes Su-30, 6 frégates allemandes MEKO A-100 et trois hélicoptères AW-139. Kuala Lumpur a aussi annoncé l'achat de six corvettes de type Gowind aux français de DCNS, et cherche à remplacer sa flotte de 18 MIG-29, un contrat pour lequel concourent le Rafale de Dassault, l'Eurofighter *Typhoon*, le F/A-18 E/F *Super Hornet* de Boeing, le Su-30 MKM et le Saab JAS-39 Gripen[92]. L'Indonésie a reçu, de son côté, quatre frégates SIGMA-90 hollandaises et en a commandé une autre de type SIGMA 10451[93]. Elle a également importé quatre navires de débarquement (*Landing Platform Dock*) de classe Makassar (LPD-122M) à Séoul ainsi que des missiles antinavires Yakhont (russes), C-705 et C-802 (chinois).

Dans le domaine des avions de combat, Jakarta a fait l'achat d'un total de 16 appareils russes, des Su-27SK et Su-30MK, depuis 2003[94]. 12 de ces appareils ont été livrés à la date du 1er mars 2013. L'Indonésie attend en parallèle 24 F-16 de seconde main, que les États-Unis ont accepté de lui vendre en 2011, et qui les moderniseront pour les faire passer au standard Block 60, similaire aux appareils des Émirats arabes unis.

90. Sauf mention contraire, les données ont été principalement tirées, et adaptées, de : Siemon Wezeman, « The maritime dimension of arms transfers to South East Asia, 2007-11 », *op.cit*.
91. Kelvin Wong, « The F-35: Singapore's next generation fighter? », *Today*, 2 avril 2013: http://www.todayonline.com/commentary/f-35-singapores-next-generation-fighter ; « Singapore close to F-35 order — reports », *Australian Aviation*, 28 mars 2013 : http://australianaviation.com.au/2013/03/singapore-close-to-f-35-order-reports/
92. Siva Sithraputhran, « Malaysia to buy 18 jet fighters, shortlists five makers », *Reuters*, 28 mars 2013: www.reuters.com/article/2013/03/28/malaysia-fighters-idUSL3N0CK7WW20130328
93. « DSNS to deliver Sigma-class frigate for Indonesian Navy », *Naval-Technology*, 6 juin 2012 : www.naval-technology.com/news/newsdsns-to-deliver-sigma-class-frigate-for-indonesian-navy
94. « Indonesia's Air Force Adds More Flankers », *Defense Industry Daily*, 21 mars 2013 : http://www.defenseindustrydaily.com/indonesias-air-force-adds-more-flankers-03691/

Le pays s'est aussi engagé dans le programme K-FX sud-coréen, un programme de développement d'un avion de combat de cinquième génération, son objectif étant d'acquérir à terme entre 48 et 66 appareils[95]. Outre ses chasseurs Soukhoï, la Russie a déjà livré à l'Indonésie entre 2009 et 2011, dix hélicoptères Mi-35, 14 hélicoptères Mi-17, 17 véhicules de transport de troupes blindés TMP-3F, 48 blindés BTR-80A et 9 000 fusils d'assaut Kalachnikov.

Le Vietnam, sur la même période, a importé deux frégates de type *Gepard*, deux corvettes rapides lance-missiles de classe *Tarentul*, huit avions de combat Su-30MK2 et deux systèmes de défense côtiers *Bastion*. Plus significatif encore, jusqu'à huit *Tarentul* seraient en production sous licence, et Hanoi a commandé deux frégates, six sous-marins et douze Soukhoï supplémentaires à Moscou. Les principales acquisitions de la Thaïlande incluent l'achat d'avions de combat *Gripen*, un avion d'alerte avancée (suédois également), des véhicules de transport de troupes blindés et des missiles.

4.2. La "course aux sous-marins": un enjeu pas seulement militaire

Plus significatif encore, les « cinq grands » ainsi que les Philippines ont soit développé leurs capacités sous-marines, soit fait état d'une volonté politique allant dans ce sens, rejoignant ainsi une tendance plus large incluant l'Inde, le Pakistan, la Chine, le Japon, la Corée du Sud, Taiwan et l'Australie, tous engagés dans des programmes de renforcement de leurs flottes sous-marines[96]. Singapour a acheté quatre sous-marins suédois de classe *Challenger* (précédemment *Sjöormen*) en 1995 et 1997, avant de monter en gamme avec l'achat en 2009 de deux sous-marins de classe *Archer* (sur base du design Vastergötland), auxquels ont été intégré des systèmes de propulsion anaérobie (AIP) *Stirling*.

La Malaisie a de son côté acquis deux sous-marins français de classe Scorpène, eux aussi équipés d'AIP, en 2002. L'Indonésie dispose d'anciens Type-209 allemands, et s'est engagée en 2012 à acheter trois sous-marins sud-coréens de classe *Chang Bogo* (une version améliorée par Daewoo du Type-209). Un objectif de 12 unités avait même été évoqué à Jakarta[97], et le vice-ministre de la Défense Sjafrie Sjamsoeddin a indiqué que son pays voulait développer son propre sous-marin à partir de 2014[98]. La Thaïlande a quant à elle l'ambition de s'équiper de sous-marins depuis plusieurs décennies et s'est successivement intéressée à des sous-marins japonais (elle en a acquis quatre en 1936), à une conception nationale, à des engins russes de classe *Amur*, chinois de classe Song, ou encore des coréens de classe *Chang Bogo*[99]. La marine avait indiqué en 2011 disposer d'un budget pour acquérir entre deux et six sous-marins d'occasion allemands, de type 206A[100], mais le projet a été annulé et la marine donne aujourd'hui priorité à l'achat de frégates, peut-être de type 054A "*Jiangkai II*" chinoises[101].

95. « Indonesia Says 'No, Thanks' to More Sukhoi Fighters », *Ria Novosti*, 9 août 2012 : http://en.rian.ru/military_news/20120809/175090713.html
96. The Military Balance 2013, op.cit., p. 22-23
97. « Indonesia needs 12 submarines to secure territories: minister », Antara News, 29 août 2012 : www.antaranews.com/en/news/84245/indonesia-needs-12-submarines-to-secure-territories-minister
98. Kelvin Fong, « More Asian Submarine Programmes Underway », *Asian Defence Journal*, Mai 2011, p. 20-21.
99. Ristian Atriandi Supriyanto, « Southeast Asia's underwater bazaar », *The Jakarta Post*, 26 juillet 2011: www.thejakartapost.com/news/2011/07/26/southeast-asia%E2%80%99s-underwater-bazaar.html ; Kelvin Fong, « Undersea Dragons Ahoy! Asian Submarine Forces on the Rise », Asian Defence Journal, Mai 2009, p. 23-27.
100. Mohammed Ahmedullah, « Defense From and For Thailand », *Military Technology*, 3/2012, p. 53-55.
101. Saksith Saiyasombut & Siam Voices, « No submarines for Thailand's Navy, but maybe frigates instead? », *Asian Correspondent*, 12 octobre 2012:

Les Philippines ont également mentionné l'idée d'un achat de sous-marin, mais les moyens ne suivent pas[102]. Le Vietnam, qui pourrait encore avoir deux sous-marins de poche de type *Yugo*, a de son côté commandé six sous-marins de classe *Varshavyanka* (Kilo améliorés, Projet 636M) à la Russie, similaires à certains appareils vendus par Moscou à Pékin depuis 1994[103].

Un sous-marin n'est pas très utile dans la lutte anti-piraterie, ni dans les opérations d'assistance humanitaire ou de secours en cas de catastrophe. C'est avant tout un outil de dissuasion, de projection de forces (frappes au sol, infiltration de forces spéciales), et de contrôle des mers (les sous-marins sont eux-mêmes d'importantes plates-formes dans la lutte anti-sous-marine).

Le développement de telles capacités peut donc créer des inquiétudes, ainsi que le démontra la réaction japonaise à la nouvelle d'une acquisition par l'Indonésie de 8 sous-marins[104]. En tant que navires de haute technologie, les plus chers, proportionnellement, de tout arsenal maritime[105], ils représentent également des investissements de prestige pour les armées régionales, parfois très contestés sur la scène politique interne, comme c'est le cas en Malaisie. Ce dernier exemple illustre également l'importance que peuvent prendre les contrats d'armements en tant qu'accords générateurs de corruption.

4.3. Les importations militaires et la diplomatie

Dans leur ensemble, ces importations constituent une évolution majeure de l'environnement stratégique régional. Ce dernier en devient plus compétitif, mais aussi plus hostile pour les puissances maritimes extérieures (chinoise et américaine au premier chef). L'Australie et l'Inde ont fait référence au développement militaire chinois pour justifier leurs investissements dans le domaine maritime[106]. Si les États d'Asie du Sud-Est sont moins explicites, il est difficile de ne pas mettre leurs investissements en matière de sous-marins en équation avec le développement de la flotte de surface chinoise qui a augmenté entre 2000 et 2012 de 30 % en nombre de navires, et de 130 % en tonnage[107]. Dans le cas vietnamien, la logique est même très claire[108].

Cette modernisation militaire, ses moteurs et ses conséquences restent néanmoins dans les limites fixées par la diplomatie des différents pays de la région. Ainsi, bien qu'elle soit partie aux conflits en mer de Chine méridionale, et qu'elle ait poursuivi avec entêtement un programme sous-marin polémique, la Malaisie n'en a pas moins conservé une attitude globalement très favorable à la Chine.

---

http://asiancorrespondent.com/90625/no-submarines-for-thailands-navy-but-may-be-frigates-instead/ ; Surasak Tumcharoen, « Thai Navy to acquire 2 frigates to beef up maritime force », *Xinhua*, 24 septembre 2012 : http://news.xinhuanet.com/english/indepth/2012-09/24/c_131869827.htm

102. Ristian Atriandi Supriyanto, « Southeast Asia's underwater bazaar », *op.cit*. ; Kelvin Fong, « Undersea Dragons Ahoy! Asian Submarine Forces on the Rise », *op.cit*.

103. « Vietnam's Russian Restocking », *Defense Industry Daily*, 31 mars 2013 : www.defenseindustrydaily.com/vietnam-reportedly-set-to-buy-russian-kilo-class-subs-05396/ ; « Russia to deliver first Kilo class sub to Vietnam in 2013 », Ria Novosti, 29 mars 2013 : http://en.rian.ru/military_news/20130329/180332942.html

104. « Indonesia Submarine Capabilities », NTI, 30 avril 2013 : http://www.nti.org/analysis/articles/indonesia-submarine-capabilities/

105. *The Military Balance 2013.* op.cit., p. 22.

106. Mackenzie Eaglen & Jon Rodeback, « Submarine Arms Race in the Pacific: The Chinese Challenge to U.S. Undersea Supremacy », The Heritage Foundation, 2 février 2010 : http://www.heritage.org/research/reports/2010/02/submarine-arms-race-in-the-pacific-the-chinese-challenge-to-us-undersea-supremacy

107. Geoffrey Till, *Asia's Naval Expansion. An arms race in the making?* Londres: IISS, Routledge, 2012, p. 35.

108. Ian Timberlake, « Vietnam aims to counter China with sub deal: analysts », *AFP*, 17 décembre 2009.

Le 27 mars 2013, plusieurs bâtiments de la marine de l'Armée Populaire de Libération (APL), dont un des plus récents navires de débarquement chinois, ont conduit des exercices au sud des îles Spratleys, à seulement 80 kilomètres de la côte malaise, mais à 1 800 kilomètres des côtes chinoises. Kuala Lumpur, pourtant en pleine période pré-électorale, n'a réagi que très discrètement[109].

Le cas de la Malaisie illustre ainsi tout particulièrement l'importance de la diplomatie, dans la politique de défense d'un pays d'Asie du Sud-Est. La Thaïlande, ainsi que les Philippines, donnent aussi à leurs relations de sécurité avec les États-Unis une importance manifeste, et réaffirmée à l'aune de la montée en puissance chinoise, dans leurs perspectives stratégiques et doctrines militaires[110]. Ils sont rejoints en cela par l'Indonésie, le Vietnam, voire le Myanmar plus récemment.

Globalement, les États d'Asie du Sud-Est investissent au moins autant dans leurs capacités à assurer leur sécurité de manière autonome que dans leur diplomatie[111]. Cette dernière est même la « première ligne de défense » des plus petits budgets militaires régionaux, comme le Brunei ou les Philippines[112], mais aussi de pays comme le Vietnam – qui reste très engagé dans les échanges de haut niveau avec la Chine – ou l'Indonésie. L'accueil favorable que réservent la plupart des capitales d'Asie du Sud-Est aux initiatives de coopération militaire de l'Inde démontre amplement la quête partagée d'un équilibre entre puissances extérieures comme premier garant de la sécurité régionale. C'est ainsi que se prolonge la notion de « résilience régionale » promue par l'ASEAN, somme des « résiliences nationales », face aux phénomènes déstabilisants en interne et face aux influences externes[113].

109. Jeremy Page & Celine Fernandez, « Chinese Ships Approach Malaysia », *The Wall Street Journal*, 27 mars 2013 ; Shahriman Lockman, « Why Malaysia isn't afraid of China (for now) », *The Strategist*, 24 avril 2013 : http://www.aspistrategist.org.au/why-malaysia-isnt-afraid-of-china-for-now/

110. Renato Crus de Castro, « The US-Philippine Alliance: An Evolving Hedge against an Emerging China Challenge », *Contemporary Southeast Asia*, 31 (3), 2009, p. 399-423; Blaine Holt, « America in 3D: Has U.S. Foreign Policy Found Its Rebirth in the Philippines? », *American Foreign Policy Interests*, 33 (3), 2011, p. 119-128.

111. Renato Cruz de Castro, « Philippine Defense Policy in the 21st Century: Autonomous Defense of Back to the Alliance? », *Pacific Affairs*, 78 (3), 2005, p. 403-422 ; Carlyle Thayer, « US Rapprochement with Laos and Cambodia », *Contemporary Southeast Asia*, 32 (3), 2010, p. 442-459.

112. Mohammed Ahmedullah, « Brunei to Overhaul Defence Procurement System », *Military Technology*, 35 (7), 2011, p.14-16 ; Hermenegildo C. Cruz, « The foreign service: our first line of defense », *Philippine Daily Inquirer*, 23 octobre 2012 : http://opinion.inquirer.net/39312/the-foreign-service-our-first-line-of-defense

113. Michael Antolik, *ASEAN: And the Diplomacy of Accommodation*. New York: East Gate, 1990, p. 98 ; Dewi Fortuna Anwar, « National versus Regional Resilience ? An Indonesian Perspective », in: Derek da Cunha (ed.), *Southeast Asian Perspectives on Security*. Singapour: Institute of Southeast Asian Studies, 2000, p. 81-97 ; Ralf Emmers, « Comprehensive security and resilience in Southeast Asia: ASEAN's approach to terrorism », *The Pacific Review*, 22 (2), 2009, p. 159-177.

Conclusion

Les acquisitions militaires des pays d'Asie du Sud-Est ne sont pas tant une réponse à des menaces immédiates que l'expression de logiques de défense historiquement bien établies[114]. Les raisons derrière la hausse de leurs dépenses militaires (en termes globaux) sont multiples : une croissance économique soutenue, la recapitalisation des forces armées, une disponibilité nouvelle d'équipements militaires à l'importation, le besoin perçu de ne pas se laisser « distancer » par les voisins, des questions de prestige, des enjeux d'équilibres de pouvoir sur la scène interne, voire de corruption, ainsi que la nécessité de protéger certaines ressources maritimes dans leurs zones économiques exclusives, et défendre leur souveraineté territoriale face à leurs voisins (pas seulement la Chine)[115].

Les transformations et incertitudes géopolitiques qu'implique et projette la rivalité sino-américaine en Asie du Sud-Est ne sont assurément pas les seules à pousser les dépenses militaires régionales à la hausse. Elle structure néanmoins un espace stratégique de plus en plus compétitif, où la diplomatie agit à la fois comme ciment et comme facteur de division. La montée en puissance chinoise est un vecteur de transformation systémique, porteur d'opportunités comme de menaces. En réaction à ces développements, les États d'Asie du Sud-Est ont adopté une approche composite et flexible, profitant des retombées économiques de la croissance chinoise tout en cherchant à assurer la présence militaire américaine dans la région.

Pour consolider ce statut d'intermédiaire obligé à l'Asie du Sud-Est, d'acteur géopolitique plutôt que de théâtre à une lutte d'influences, les différents États de la région ont développé le positionnement neutre et l'ambition médiatrice de l'ASEAN dans les processus d'intégration ou de coopération régionaux. La plupart ont également renforcé leurs liens bilatéraux avec la Chine, les États-Unis, mais aussi l'Inde, l'Australie, le Japon, la Russie ou encore l'Union européenne.

Il n'en reste pas moins que dans cette situation stratégique fluctuante, le premier levier d'influence sur la scène diplomatique reste la puissance militaire, outil de crédibilité et de négociation. L'histoire de la région donne sens à ce positionnement, qui relève d'une stratégie « du faible au fort » éprouvée, basée sur deux piliers. Une capacité de dissuasion autonome, orientée au moins autant vers la scène intra-régionale que vers l'extérieur, constitue le premier. Une diplomatie active ensuite, qui cherche à profiter de la protection et des avantages que confèrent de bons rapports avec les grandes puissances sans dépendre d'une seule d'entre elles.

Une course aux armements est-elle en cours en Asie du Sud-Est? Selon les échelles considérées, la réponse peut varier. C'est dans un cadre d'abord national que les programmes de modernisation militaire prennent sens et importance, et c'est à ce niveau que s'interprète le statut conféré sur la scène internationale par la puissance des armes. Plus qu'une course aux armements, il s'agit là d'une quête statutaire et symbolique pour les États, ainsi que l'expression de l'influence politique des Armées.

114. Tim Huxley, « Defence Procurement in Southeast Asia ». 5th workshop of the Inter-Parliamentary Forum on Security Sector Governance (IPF-SSG) in Southeast Asia. Phnom Penh, 12-13 Octobre 2008. Disponible sur : http://ipf-ssg-sea.net/5th_WS/defence_procurement_overview_Tim+Huxley.pdf

115. Ian Storey, « Asia's Changing Balance of Military Power: Implications for the South China Sea Dispute », in: *Maritime Energy Resources in Asia: Energy and Geopolitics*. Washington D.C.: The National Bureau of Asian Research, 2011, p. 151-171.

Dans un cadre régional où les rivalités sont nombreuses – bien que contenues dans le cadre de la diplomatie et de l'ASEAN – une partie des enjeux en matière de dépenses et d'importations militaires relève bien de la course aux armements. Qu'il s'agisse d'une question de prestige, de la quête d'une mise à niveau, voire de la consolidation d'un avantage dans le domaine stratégique, les programmes d'armements répondent à des logiques d'action-réaction, facilitées par la disponibilité nouvelle de ressources et une compétition en hausse entre partenaires extérieurs. Pourtant, les États de la région partagent des préoccupations sécuritaires très similaires, ce qui renforce le développement d'une communauté sinon de vues, au moins d'intérêts. Dans un cadre plus étendu, les États de la région investissent dans leur armée non seulement pour des raisons de dissuasion, mais aussi et surtout en vue de renforcer leur poids géopolitique. Ils se posent ainsi comme acteurs et moteurs – à titre individuel et collectif – de tendances stratégiques lourdes par laquelle l'Asie du Sud-East affirme ses dynamiques propres pour être plus qu'une région « au sud de la Chine, à l'est de l'Inde ».

* * *

Avec le soutien de la
Wallonie

Bruno Hellendorff *est chercheur au GRIP où ses analyses portent principalement sur les questions de défense et sécurité en Asie-Pacifique, ainsi que sur l'histoire et les processus d'intégration régionale en Asie du Sud-Est. Il a également publié sur les liens entre ressources naturelles, conflits et construction de la paix en Afrique.*

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < www.grip.org >